

# ADRESSE AUX SALARIÉ·E·S DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIAL

Chers collègues,

Notre pays est entré dans une situation d'instabilité politique dangereuse. Pour la première fois en France depuis la Libération, l'extrême-droite risque de s'emparer du pouvoir d'Etat.

Dans ce contexte, nous appelons les salarié·e·s de la santé, du social et médico-social à prendre leurs responsabilités individuelles et collectives lors des élections législatives précipitées. Notre choix dans l'isoloir doit être guidé par la conscience de nos intérêts de travailleurs.

➤ **Pas une voix de salarié·e·s de notre secteur** pour ceux qui cassent l'hôpital, les services d'accompagnements, la protection de l'enfance, le secteur du handicap, du grand âge, qui exploitent les salariées, les usagers et les bénéficiaires, qui baissent les salaires, qui entraînent le pays dans une économie de guerre, qui servent les intérêts des grandes fortunes !

➤ **Pas une voix de salarié·e·s de notre secteur pour l'extrême droite** qui sème la haine, divise les travailleurs pour faire la même politique, en pire, au service des intérêts des grandes fortunes !

## **SALARIÉ·E·S, NOS INTÉRÊTS, C'EST LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS :**

- ▶ **L'augmentation massive des salaires ; la reconnaissance des qualifications**
- ▶ **L'indexation des salaires sur les prix**
- ▶ **L'arrêt des fermetures de lits, de services et de structures et l'arrêt du développement du secteur lucratif**
- ▶ **L'embauche massive dans tous les établissements dans le cadre d'une Convention Collective Unique et Etendue de haut niveau (CCUE)**
- ▶ **L'amélioration des conditions de travail**
- ▶ **Le retour à la retraite à taux plein à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles**
- ▶ **L'indexation des salaires et des pensions sur les prix**
- ▶ **L'arrêt de la déréglémentation du temps de travail**
- ▶ **La défense de la PAIX - les 416 milliards du budget militaire doivent être orientés sur le progrès social**

La CGT appelle les salarié·e·s, retraité·e·s et privé·e·s d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du nouveau Front populaire qui répond le mieux à nos attentes. Cela ne constitue pas un chèque en blanc et encore moins une remise en cause de l'indépendance de La CGT qui protégera toujours sa liberté d'expression et d'action. Rien ne sera jamais acquis sans la lutte. Dès le lendemain du second tour, le 8 juillet, les nouveaux élus seront sous surveillance sociale.

**SEULES NOS LUTTES CHANGERONT LA DONNE !  
Des résistances locales à l'offensive générale**